



10.538

Parlamentarische Initiative

Bourgeois Jacques.

**Bundesgesetz über die technischen
Handelshemmnisse.**

Lebensmittel

**vom Cassis-de-Dijon-Prinzip
ausnehmen**

Initiative parlementaire

Bourgeois Jacques.

**Loi fédérale sur les entraves
techniques au commerce.**

**Exclure les denrées alimentaires
du champ d'application
du principe du "Cassis de Dijon"**

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 21.03.14 (FRIST - DÉLAI)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 06.05.15 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.06.15 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.09.15 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 24.09.15 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

Antrag der Mehrheit

Festhalten (= Eintreten)

Antrag der Minderheit

(Germanier, Bertschy, Birrer-Heimo, Caroni, Jans, Leutenegger Oberholzer, Maier Thomas, Noser)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates (= Nichteintreten)

Proposition de la majorité

Maintenir (= Entrer en matière)

Proposition de la minorité

(Germanier, Bertschy, Birrer-Heimo, Caroni, Jans, Leutenegger Oberholzer, Maier Thomas, Noser)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats (= Ne pas entrer en matière)

Le président (Rossini Stéphane, président): Suite à la décision de non-entrée en matière prise par le Conseil des Etats lors de la session d'été, nous nous prononçons pour la seconde fois sur l'entrée en matière sur le projet. Seule l'entrée en matière doit faire l'objet d'une décision aujourd'hui.

Germanier Jean-René (RL, VS): Ma proposition de minorité vous invite, comme l'a décidé le Conseil des Etats, à ne pas entrer en matière sur ce projet de révision de loi. C'est en effet la deuxième fois que nous traitons cette entrée en matière au Parlement. Je reprendrai donc ce qui a déjà été dit tout en mettant à jour les arguments.



Le principe du "Cassis de Dijon" permet d'éliminer les entraves techniques au commerce entre la Suisse et l'Union européenne. Il a été introduit en juin 2010 et l'expérience de ces quelques années nous a apporté quelques indications.

Premièrement, le principe du "Cassis de Dijon" ne péjore pas notre production agricole car il ne concerne pas la qualité des produits frais ou des matières premières, mais uniquement la définition de recettes et leur reconnaissance. Il y a l'exemple du sirop où 35 pour cent de fruits sont exigés en Suisse et 15 pour cent à l'étranger. On le sait, les fruits dans le sirop ne sont que très, très rarement suisses, c'est plutôt le sucre qui est suisse, or plus il y a de sucre, plus il y a de "Swissness", cela a été argumenté. C'est la qualité de la matière première utilisée qui fait la qualité d'un produit, or le "Cassis de Dijon" est bien là pour la reconnaissance d'une formule de fabrication. La déclaration de l'origine a été exigée lors de l'introduction de cette loi et la qualité des denrées est toujours soumise à un examen particulier par l'Office fédéral de la sécurité alimentaire avant leur mise sur le marché. Ces déclarations sont obligatoires sur l'emballage.

Le "Cassis de Dijon" ne touche pas la sécurité alimentaire puisque les denrées alimentaires doivent être contrôlées au niveau de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire. Le "Cassis de Dijon" ne touche pas la stratégie qualité de notre agriculture, une stratégie qui doit réussir, sans exclusion de concurrence et avec l'approbation des consommateurs, à proposer un produit de qualité, d'origine et de proximité. L'introduction de la législation "Swissness" que nous avons votée, et que personnellement j'ai très volontiers soutenue, permettra de profiler les produits suisses et d'apporter encore plus de transparence sur l'origine de leur composition.

Les consommateurs ne sont pas bêtes. Ils savent faire leurs choix, ils savent repérer les différences de qualité et n'ont pas besoin que l'on réduise l'assortiment de produits proposés pour faire le bon choix. Ils savent lire les déclarations et la composition mentionnées sur les emballages. En excluant les denrées alimentaires du champ d'application du principe du "Cassis de Dijon", on prive le marché de certains produits d'entrée de gamme, qui se trouvent de toute façon dans les magasins de l'autre côté de la frontière, où il n'y a presque pas de produits agricoles suisses. Il s'agit donc de perte de parts de marché pour notre économie. On pousse une fois de plus le consommateur au tourisme d'achat qui, en raison du franc fort, dépasse aujourd'hui les 10 milliards de francs de consommation de l'autre côté de la frontière.

L'argument de qualité est un prétexte pour un cloisonnement du marché suisse, un protectionnisme qui ne sert même pas, selon moi, notre agriculture. Ce retour à l'ancien système contribue à maintenir un îlot de cherté. L'impact du principe du "Cassis de Dijon" sur les prix est difficile à évaluer, car le relevé des prix servant de base à l'évaluation a été effectué lorsque le franc s'était considérablement renforcé.

De plus, en instaurant une obligation pour les fournisseurs de produits de séries spéciales, qui sont limitées pour répondre aux prescriptions du petit marché suisse, nous leur donnons l'occasion de surfacturer ce qui est destiné à notre pays. C'est pour cette raison aussi que les organisations économiques, notamment l'Union suisse des arts et métiers, mais aussi la branche de l'hôtellerie et de la restauration, nous demandent de ne pas revenir à l'ancien système, car cela serait synonyme de hausse des prix et de perte de la concurrence.

En excluant les denrées alimentaires du principe du "Cassis de Dijon", nous vidons de sa substance la loi fédérale sur les entraves techniques au commerce et nous donnons un signal pour notre pays de cloisonnement et d'isolement, qui ne profiteront à personne. Nous ne protégeons pas notre agriculture, qui – je le répète – n'est pas touchée par cette loi. Nous réduisons simplement la liberté de choix des consommateurs.

Je vous demande de soutenir ma proposition de minorité, qui vise à suivre la décision du Conseil des Etats de ne pas entrer en matière sur le projet.

Bourgeois Jacques (RL, FR): Monsieur Germanier, vous avez dit que le principe du "Cassis de Dijon" ne péjorerait pas la qualité de nos produits. Ne considérez-vous toutefois pas

AB 2015 N 1546 / BO 2015 N 1546

que le fait de reprendre des législations étrangères comprenant des prescriptions de qualité différentes revient à remettre en cause la stratégie qualité de nos produits?

Germanier Jean-René (RL, VS): Monsieur Bourgeois, il s'agit ici de prescriptions de qualité concernant des recettes. Je ne veux pas imiter Monsieur Jean-Pierre Coffe pour illustrer ce point, mais si la matière première est de mauvaise qualité, elle a beau être à cent pour cent présente dans un produit, elle restera de mauvaise qualité. Le produit ne dépend pas de la recette, mais de la matière première.

van Singer Christian (G, VD): Monsieur Germanier, je sais que pour l'instant le vin n'est pas concerné, c'est pourquoi vous vous permettez de tenir un tel discours, mais si on autorisait tout à coup la vente de vin contenant beaucoup d'eau et un peu de colorant, seriez-vous toujours du même avis?



Germanier Jean-René (RL, VS): Monsieur van Singer, vous m'avez posé exactement la même question lors de la session de mai 2015. Le vin étant à cent pour cent du raisin, il ne s'agit absolument pas de cela ici. Il s'agit de prescription de recettes. D'ailleurs, l'initiative des Verts "pour des aliments équitables" est similaire au principe du "Cassis de Dijon", puisqu'elle prévoit d'imposer aux aliments importés les normes appliquées aux aliments produits en Suisse et, ainsi, de prendre en quelque sorte le consommateur en otage.

Walter Hansjörg (V, TG): Über das Cassis-de-Dijon-Prinzip haben wir schon viel gesprochen. Wie sieht es in der Praxis effektiv aus? Die Migros produziert Cassis-de-Dijon-Produkte. Mein Vorredner, der Vertreter der Minderheit, ist Verwaltungsrat der Migros und von deren Tochtergesellschaft Aproz; dieses Unternehmen produziert einige Fruchtsäfte. Ich möchte das einfach einordnen, damit wir wissen, wo wir stehen. Die übrigen Grossverteiler verzichten wahrscheinlich aus Qualitätsüberlegungen auf Cassis-de-Dijon-Produkte.

Ich komme zurück auf die Vernehmlassung. Dieses Geschäft war in der Vernehmlassung. Ich erwähne die Haltung der Kantone: 16 Kantone unterstützen die Ausnahmeregelung für Lebensmittel beim Cassis-de-Dijon-Prinzip. Das Gesetz, das wir 2000 erlassen haben, ist einseitig zugunsten des Auslandes ausgestaltet worden; wir haben keine Vorteile für allfällige Exportprodukte. Dieses Gesetz verletzt keine Bestimmungen zu Handelshemmnissen; es ist rein unser Problem, wie wir es gestalten. Tatsache ist, dass sich die Erwartungen an das Gesetz nicht erfüllt haben. In der damaligen Botschaft wurden Einsparungen von 2,5 Milliarden Franken für die Konsumenten erwähnt. Diese Erwartung hat sich überhaupt nicht erfüllt, weil die Nachfrage nach diesen Produkten nicht da ist. Die Kostensenkung ist also ausgeblieben.

Ich komme kurz zum Einkaufstourismus: Beim Einkaufstourismus werden keine Cassis-de-Dijon-Produkte gekauft, sondern Markenprodukte, die tatsächlich auf der anderen Seite der Grenze günstiger sind als in unserem Land – es sind aber keine Cassis-de-Dijon-Produkte.

Die Qualitätsunterschiede bei den Rezepturen zeigen sich einfach bei den Kosten:

Der Konsument hat eigentlich in Bezug auf das Cassis-de-Dijon-Produkt keinen Kostenvorteil. Es hat z. B. weniger Fruchtanteile im Produkt, und deshalb ist es günstiger. Die Umsätze dieser Produkte sind sehr gering. Wir lassen etwas zu, das nach ausländischen Regeln hier in der Schweiz angewendet werden kann. Auf der anderen Seite – jetzt müssen Sie gut zuhören, Sie erinnern sich – haben wir ein neues Lebensmittelgesetz geschaffen. Die Verordnung liegt jetzt auf dem Tisch. Sage und schreibe 1864 Seiten umfasst die Verordnung, die uns die Verwaltung aufgetischt hat und deren Regeln es einzuhalten gilt. Das kann es ja nicht sein! Wenn wir tatsächlich den Unternehmungen mit den Verordnungen etwas mehr unternehmerischen Handlungsspielraum geben wollen, dann dürfen wir nicht gleichzeitig ausländische Rezepturen mit einem tieferen Niveau zulassen und die Lebensmittelindustrie mit Lebensmittelverordnungen im Umfang von 1864 Seiten belasten. Es wäre eben auch eine administrative Erleichterung, wenn wir mit etwas, das sich nicht bewährt hat, aufhören würden. Wir können dann sechs Stelleninhaber in der Bundesverwaltung anderweitig einsetzen.

Das sind die Gründe, aufgrund welcher ich Sie bitte, an Ihrem Entscheid festzuhalten und der Mehrheit zuzustimmen.

Girod Bastien (G, ZH): Ja, Herr Kollege Walter, viele Landwirte aus Ihrer Fraktion haben gestern die Volksinitiative "Grüne Wirtschaft" abgelehnt. Damit werden wir ökologisch schlechtere Bedingungen, schlechtere Standards als in Europa haben. Wieso verteidigen Sie beim Cassis-de-Dijon-Prinzip einerseits bessere Standards und lehnen diese mit der grünen Wirtschaft andererseits ab?

Walter Hansjörg (V, TG): Es geht uns aus landwirtschaftlicher Sicht um die Qualitätsstrategie, die der Bundesrat ebenfalls fördert und die speziell auch im Landwirtschaftsgesetz erwähnt ist. Der Konsument kann eben letztlich, wenn er ein Produkt kauft, nicht unterscheiden, ob es dem Cassis-de-Dijon-Prinzip entspricht oder nicht. Er sagt, die Produkte hätten kein Aroma mehr usw. Es geht uns wirklich um die Positionierung unserer Produkte.

Schelbert Louis (G, LU): Mit Bezug auf die vorhergehende Frage und die Antwort von Kollege Walter ist schon festzustellen, dass die Haltung mancher Bauern sehr erstaunt. Wenn ich die Abstimmungsergebnisse zur Volksinitiative "Grüne Wirtschaft" anschau und heute diese Lippenbekenntnisse höre, dann muss ich Ihnen sagen: Solche Widersprüchlichkeit irritiert.

Die Fraktion der Grünen beantragt, am Beschluss des Nationalrates festzuhalten. Wir unterstützen das Anliegen, die Lebensmittel vom Cassis-de-Dijon-Prinzip auszunehmen. Die Grünen haben sich gegen die einseitige Einführung dieses Prinzips gestellt, und sie begrüßen es, wenn es – hier konkret für Lebensmittel – geschwächt wird.

Die einseitige Einführung des Prinzips bedeutet, dass der Schweizer Markt für Produkte aus diesen Ländern



geöffnet wird, während umgekehrt die EU- und EWR-Länder nicht in derselben Weise Gegenrecht gewähren müssen. Das ist aus geschäftlicher Warte nicht nachvollziehbar. Abgesehen davon wurde ein mögliches Verhandlungspfad ohne Not aus der Hand gegeben. Verträge prägen das Verhältnis der Schweiz zur EU, und das wird auf absehbare Zeit so bleiben. Verhandlungen erfordern ein Geben und Nehmen, das heisst, die Schweiz könnte die Bereitschaft zu einer Marköffnung allenfalls als Beitrag in Verhandlungen einbringen. Allerdings beinhaltet das Cassis-de-Dijon-Prinzip auch grundsätzliche Probleme: Es bedeutet, dass Produkte, die schweizerische Normen nicht erfüllen, trotzdem in Verkehr gebracht werden dürfen, wenn sie zumindest in einem EU-Land zugelassen sind. Es besteht also real die Gefahr der Senkung von Qualitätsstandards. Die Schweizer Qualitätsstrategie der Land- und Ernährungswirtschaft wird gefährdet. Das wollen wir Grünen nicht. Das Vernehmlassungsverfahren hat gezeigt, dass die Mehrheit der Kantone diese Haltung teilt. Sie wiesen auf Folgendes hin: Bei rund der Hälfte der gemäss dem Cassis-de-Dijon-Prinzip bewilligten Lebensmittel wurden wertgebende Inhaltsstoffe durch billigere Stoffe ersetzt, oder die Produkte wiesen höhere Fremdstoffanteile auf, wie z. B. Pestizide, Aflatoxine, das sind Pilzgifte, oder Taurine, das sind Stoffe, die für den Stoffwechsel von Belang sind, deren Zufuhr für den Menschen aber unnötig ist. Das Cassis-de-Dijon-Prinzip untergräbt wichtige Qualitätsstandards und gehört deshalb abgeschafft. Die Vernehmlassung bestätigt unsere Haltung. Neuere internationale Entwicklungen, insbesondere das mögliche Freihandelsabkommen zwischen der EU und den USA, bestärken uns: Käme das sogenannte TTIP-Abkommen zustande, wäre mit Sicherheit auch die schweizerische Agrar- und Ernährungswirtschaft betroffen. Tritt es in Kraft,

AB 2015 N 1547 / BO 2015 N 1547

während das einseitig eingeführte Cassis-de-Dijon-Prinzip noch besteht, ist die Gefahr real, dass es zum Import von unerwünschten Agrarprodukten aus den USA auf dem Umweg über die EU kommt. Die Standards, welche die Qualität der Lebensmittel bestimmen, dürften in der Folge ins Wanken geraten. Das wollen wir Grünen verhindern.

Schliesslich geht die Vorlage in die gleiche Richtung wie die Fair-Food-Initiative, die wir Grünen lancierten. Umweltfreundlich und fair, naturnah und tierfreundlich sollen die Lebensmittel hergestellt werden. Diese Messlatte soll für alle Produkte gelten, die hier zum Verkauf stehen, also auch für die importierten. Dem läuft das Cassis-de-Dijon-Prinzip zuwider. Es erlaubt den Import von Lebensmitteln, die weniger hohen Ansprüchen genügen dürfen. Seine Abschaffung dient zusammen mit der Fair-Food-Initiative nicht nur der Qualität im Lebensmittelbereich, sondern auch der Qualität ihrer Herstellung im Sinne von gerechteren Verhältnissen.

Es ist deshalb richtig, die Lebensmittel vom Cassis-de-Dijon-Prinzip auszunehmen. Am besten wäre, das einseitig eingeführte Prinzip überhaupt aufzuheben, denn die Qualitätsvorbehalte und die Einseitigkeit gelten auch für Produkte in anderen Bereichen. Für die Aufhebung spricht, dass das Cassis-de-Dijon-Prinzip bislang ein Flop war. Die in Aussicht gestellten Minderausgaben von 2 Milliarden Franken sind nicht in den Portemonnaies von Konsumentinnen und Konsumenten geblieben. Die Aufgabe des Prinzips ist auch von daher gesehen kein Verlust. Es stärkt dafür die Rechtssicherheit, und so nebenbei vermindert sich auch der administrative Aufwand. Im Übrigen ist ein Gutteil der Auseinandersetzung vor allem ideologischer Natur.

Wir Grünen beantragen, der Vorlage zuzustimmen.

Le président (Rossini Stéphane, président): Le groupe PDC/PEV soutient la proposition de la majorité. Le groupe libéral-radical soutient la proposition de la minorité.

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Ich kann nahtlos, aber in einem anderen Sinn an meinen Vorredner anknüpfen und sagen: Es geht um Ideologie. Diesen Eindruck habe ich hier wirklich.

Wir haben gute Produkte, gute landwirtschaftliche Produkte, gute Schweizer Produkte. Es gibt aber auch sehr viele gute Produkte in anderen Ländern. Über 90 Prozent der Verfahren bei der Produkteherstellung sind heute harmonisiert. Jetzt führen wir hier seit Monaten eine ellenlange Debatte darüber, ob es nun tatsächlich entscheidend sei, dass ein Fruchtsirup etwas weniger oder mehr Fruchtanteil habe oder dass zum Beispiel der Rahm etwas mehr oder weniger MilCHFett habe oder ein Sorbet etwas mehr oder weniger Fruchtanteil habe. Das sind die grossen Punkte, die Sie in Sachen Qualität herauspicken. Dass es bei den meisten Lebensmitteln, die unter dem Cassis-de-Dijon-Prinzip eingeführt wurden – es sind übrigens nur wenige –, um Schriftgrössen ging, dass es darum ging, ob man "fettfrei" oder "0 Prozent Fett" schreibt, davon spricht hier niemand. Darum geht es vor allem bei diesen Bewilligungen. Mein Gott, das sind wahrscheinlich wirklich nicht die wahren Herausforderungen von heute.

Ich konnte kürzlich anlässlich eines Anlasses mit Bauern eine Diskussion zu dieser Thematik führen. Mir haben verschiedenste Bauern gesagt, dass das für sie überhaupt kein Thema sei, dass sie auch nicht Angst hätten,



denn sie hätten gute Produkte, und dass sie Bedenken hätten, inwieweit inzwischen auch der Schweizer Bauernverband die Abschottungstendenzen verstärke. Dem können wir heute mit einem Nichteintreten einen ganz kleinen Riegel vorschieben.

Dann möchte ich gerne noch auf das eingehen, was Kollege Walter zu den Lebensmittelverordnungen gesagt hat. Ich bin froh, dass ich das hier deponieren darf. Ich hatte gestern ein Gespräch, an dem auch Vertreter der Föderation der schweizerischen Nahrungsmittel-Industrien (Fial) teilnahmen. Es waren der Bauernverband, die Fial und die Konsumentenschutzorganisation SKS vertreten. Dort hat der Vertreter der Fial gesagt, dass diese Verordnungen, die jetzt vorliegen, auf einem guten Wege seien, dass man zwar Kritikpunkte habe, dass die Zahl der Verordnungen aber von 28 auf 27 reduziert worden sei und dass die vielen Seiten vor allem Erläuterungen seien. Damit hätten diejenigen, die sich vernehmen lassen, auch die nötigen Informationen; der Seitenumfang der Verordnungen insgesamt habe aber nicht zugenommen. Die Verordnungen seien für sie aber wichtig, weil man hier auch mit dem EU-Recht harmonisiere.

So viel zum Bashing in den Medien gegen gewisse Sachen, die nicht den Tatsachen entsprechen. Bitte bleiben Sie hier bei den Tatsachen! Wenn Sie hier von administrativem Aufwand sprechen, dann muss ich Ihnen sagen, dass all diejenigen Unternehmen, die jetzt ihre Produkte z. B. entsprechend den EU-Regelungen etikettieren, dann umetikettieren und ihre Bezeichnung wieder ändern dürfen. Das ist auch administrativer Aufwand.

Wir können getrost die Lebensmittel im Cassis-de-Dijon-Prinzip belassen. Wir haben mit der Bewilligung durch das Bundesamt entsprechende Hürden eingebaut. Wir wissen, dass Produktesicherheit und Gesundheitsschutz erfüllt sein müssen. Wie schon gesagt: Lassen wir doch die Konsumentinnen und Konsumenten entscheiden, ob sie ein bisschen mehr oder ein bisschen weniger Fett im Rahm wollen! Die Behauptung von Hansjörg Walter, dass solche Cassis-de-Dijon-Produkte nicht im Einkaufskorb von Einkaufstouristen seien, würde ich gerne bewiesen haben. Da sind verschiedene Produkte drin, nicht nur Markenartikel.

Deshalb bitte ich Sie, auf diese Vorlage nicht einzutreten. Der Ständerat hat sie mit 28 zu 16 Stimmen klar abgelehnt.

Bourgeois Jacques (RL, FR): Madame Birrer-Heimo, je crois que personne ne remet en question la qualité des produits étrangers, mais ne pensez-vous pas que notre pays doit rester souverain en matière de fixation des prescriptions de qualité des denrées alimentaires et non importer des normes, comme c'est le cas avec le principe du "Cassis de Dijon"?

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Wir haben ja in dieser Diskussion erreicht – da sind wir mit den Anliegen der Konsumentenschutzorganisationen und des Bauernverbandes deckungsgleich –, dass jetzt neu, wenn wir das ablehnen, auf den Produkten angeschrieben sein muss, wenn sie nach einer anderen Herstellungsweise produziert worden sind. Ich stehe immer ein für Transparenz. Da können Sie sich auf mich verlassen. Wir wollen entsprechende Transparenz. Aber wir wollen auch eine gewisse Auswahl. Die Produktvielfalt wird geschätzt. Der Geschmack ist zudem – in Gottes Namen – halt nicht bei allen Menschen derselbe.

Le président (Rossini Stéphane, président): Le groupe vert/libéral soutient la proposition de la minorité.

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Der Ständerat hat sich am vergangenen 17. Juni gegen die Ausnahme von Lebensmitteln vom Cassis-de-Dijon-Prinzip entschieden. Er ist also auf die Vorlage nicht eingetreten. Damit folgte er der Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmer und auch dem Bundesrat. Der Entscheid des Ständerates ist ein wichtiges Zeichen gegen die Hochpreisinsel und gegen den Einkaufstourismus.

Apropos Einkaufstourismus: Schweizer Konsumenten akzeptieren offensichtlich die hohen Preise in unserem Land nur noch begrenzt. Sie schätzen die grössere Produktvielfalt und lehnen Produkte, die in der EU verkauft werden, keineswegs ab.

Die Ablehnung der Vorlage ist auch ein wichtiges Zeichen für offene Märkte und für den Wettbewerb. Wir sind in schwierigeren wirtschaftlichen Zeiten. Es ist wichtig, dass wir die Investitionen hier in diesem Land sicherstellen können. Je gesicherter die Rahmenbedingungen sind, umso eher entscheiden sich Investoren für unser Land. Eine Hüst-und-Hott-Politik war noch nie eine gute Politik. Daher mache ich Ihnen beliebt, beim Cassis-de-Dijon-Prinzip kein falsches Zeichen zu setzen. Wir sollten dabei bleiben, da wir es vor ein paar Jahren autonom eingeführt haben. Diese

AB 2015 N 1548 / BO 2015 N 1548

Autonomie hat uns zwar rein materiell nicht viel gebracht – das gebe ich gerne zu –, hat uns aber auch nicht geschadet.

Stichwort Qualitätsstrategie: Die Qualitätsstrategie wird vom Cassis-de-Dijon-Prinzip überhaupt nicht gefähr-



det. Sie wissen, dass gewisse Aussagen, die eben auch gemacht wurden, nicht zutreffen. Wir haben kein Qualitätsproblem. Die Schweizer Produkte sind von hoher Qualität, sie bleiben von hoher Qualität. Und diese Qualität wird von der Schweizer Qualitätsstrategie der Ernährungs- und Landwirtschaft gefördert.

Sie wissen auch, dass das Cassis-de-Dijon-Prinzip auf Produkte der Qualitätsstrategie nicht anwendbar ist. Ein Alpkäse oder ein Rheintaler Ribelmais muss nach Schweizer Vorschriften hergestellt werden. Und diesen Grundsatz hat der Bundesrat rechtlich verankert. Alle AOP/IGP-Produkte müssen weiterhin nach den jeweiligen Pflichtenheften hergestellt werden, ohne Einfluss durch das Cassis-de-Dijon-Prinzip. Das Cassis-de-Dijon-Prinzip und die Qualitätsstrategie werden also parallel umgesetzt und kommen einander nicht in die Quere.

Ein weiterer Grund für die Initiative betrifft eine mögliche Irreführung der Konsumenten. Gemeint ist, dass Schweizer Produzenten für den Schweizer Markt nach EU-Vorschriften produzieren, ohne dies zu deklarieren. Hier, das sei zugegeben, gibt es eine Lücke. Der Bundesrat hat in Aussicht gestellt – ich habe das immer wieder kommuniziert –, dass er, wenn Sie mit der Minderheit gehen, also nicht eintreten, diese Lücke in der Verordnung schliessen wird. Der Bundesrat hat mehrfach bestätigt, ich wiederhole es, dass er bei Nichteintreten auf den Entwurf zur parlamentarischen Initiative auf Verordnungsstufe eine spezielle Kennzeichnungspflicht einführen wird.

Dann noch zur Diskussion um TTIP, den Handelsvertrag zwischen der Europäischen Union und den USA: Es wird immer wieder die Befürchtung geäußert, dass bei Abschluss der TTIP-Verhandlungen wegen des Cassis-de-Dijon-Prinzips unerwünschte US-Produkte in die Schweiz gelangen könnten. Genannt werden als Beispiel gentechnisch veränderte Organismen. Diese Sorge ist unbegründet. Die Schweiz ist nicht verpflichtet, wegen des Cassis-de-Dijon-Prinzips Produkten aus der EU automatisch den Marktzugang zu gewähren. Wir haben das Cassis-de-Dijon-Prinzip autonom eingeführt, mit autonom festgelegten Ausnahmen. Wir können deshalb auch in Zukunft autonom neue Ausnahmen beschliessen, sollte von einem bestimmten Lebensmittel beispielsweise eine Gesundheitsgefährdung ausgehen. Mit anderen Worten: Alle Anliegen der parlamentarischen Initiative können auf Verordnungsebene umgesetzt werden.

Das Cassis-de-Dijon-Prinzip ist ein Instrument unter anderen, mit dem die Hochpreisinsel Schweiz bekämpft werden kann. Auch wenn die ersten Untersuchungen wegen anderer Einflüsse statistisch keine eindeutigen Auswirkungen auf die Schweizer Lebensmittelpreise nachgewiesen haben, wäre es ein Fehler, das Kind jetzt mit dem Bade auszuschütten.

Als Exportland müssen wir unsere Märkte offen halten. Wir müssen unsere Märkte fit halten. Wir wollen auf diesem Wege die Arbeitsplätze und den Wohlstand sichern. Ich bitte Sie also, sich erstens für offene Märkte, zweitens für eine grosse Produktvielfalt und drittens für die Wahlfreiheit der Konsumentinnen und Konsumenten einzusetzen.

Ich bitte Sie, dem Ständerat zu folgen, auf Ihren Beschluss vom Mai zurückzukommen und auf die Vorlage nicht einzutreten. Sie setzen damit ein Zeichen: Die Schweiz ist eine offene Volkswirtschaft. Diese Volkswirtschaft will und muss offen bleiben, wenn es uns gelingen soll, in diesem Land den Wohlstand zu sichern, wenn es uns gelingen soll, in diesem Land die Beschäftigung zu sichern.

Ich bitte Sie also, nicht auf die Vorlage einzutreten.

Schibli Ernst (V, ZH): Herr Bundesrat, Sie haben in Ihren Ausführungen von den hohen Lebensmittelpreisen gesprochen. Ist Ihnen bewusst, dass ein Schweizer Haushalt, gemessen am Einkommen, trotz der hohen Lebensmittelpreise nur noch 6,5 Prozent für Lebensmittel ausgibt? Warum sind viele Existenzen in der Landwirtschaft gefährdet, obwohl die Lebensmittelpreise so hoch sind? Wo liegt der Fehler, dass für die Schweizer Landwirtschaft nicht andere Aussichten bestehen?

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Ich beurteile das natürlich in erster Linie volkswirtschaftlich, und volkswirtschaftlich gesehen ist es wichtig, dass wir dem Konsumenten und der Konsumentin ein grösstmögliches Angebot zu bestmöglichen Bedingungen zur Verfügung stellen.

Sie, Herr Nationalrat Schibli, wissen ganz genau, dass wir die heimischen Produkte hochhalten, dass wir die heimischen Produkte zuerst auf dem Markt verkaufen wollen. Sie wissen, dass mich der Einkaufstourismus stört. Aber ich habe es vorhin gesagt: Der Einkaufstourismus ist auch ein Spiegel dessen, dass der Schweizer Konsument nicht mehr jeden Preis bezahlen kann oder bezahlen will. Und das Cassis-de-Dijon-Prinzip, auch wenn es bisher, rein quantitativ, nicht viel genutzt hat, ist doch ein Zeichen: Man kann nach Vorschriften, die auch hier akzeptiert werden können, das Angebot erweitern und mit dem erweiterten Angebot den Konsumenten die Möglichkeit geben, günstiger einzukaufen. Die Vorlage ist also nicht eine Vorlage gegen die Landwirtschaft, sondern eine Vorlage für die Volkswirtschaft.



Was mir wichtig ist, und das will ich noch einmal betonen: Wir setzen, mit einem Schritt nach vorne und zurück oder eben nicht, ein Zeichen weit über den Kreis der Konsumentinnen und Konsumenten hinaus. Wichtig ist, dass die Rahmenbedingungen als gesichert gelten, denn das lädt die Investoren ein, und je attraktiver wir für die Investoren sind, desto besser geht es uns insgesamt.

Badran Jacqueline (S, ZH): Geschätzter Herr Bundesrat Schneider-Ammann, Sie wissen ja wahrscheinlich, dass das Cassis-de-Dijon-Prinzip darauf basiert, dass ein gleichartiges Produkt nicht diskriminiert werden darf. Diese Gleichartigkeit hört aber sowohl auf Gatt- und WTO-Ebene als auch in der EU bei den Methoden der Produkteherstellung auf. Es geht nur um die Produkteigenschaften im engsten Sinne. Der berühmteste Fall ist der Delfin-Fall; es geht dabei um die Frage, ob Thunfische mit einer delfinfreundlichen Methode gefangen werden oder nicht. Bis heute sind hier aber Diskriminierungen nicht zugelassen. Wenn Sie also sagen, das Cassis-de-Dijon-Prinzip verstärke den Wettbewerb, trifft das nicht zu. Das Cassis-de-Dijon-Prinzip ist das Gegenteil eines Wettbewerbs der gleich langen Spiesse und das Gegenteil eines fairen Wettbewerbs. Was sagen Sie dazu?

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Ich möchte auf zwei Dinge hinweisen, Frau Nationalrätin Badran: Zuerst sei noch einmal an Folgendes erinnert: Damit ein Produkt, das in der EU hergestellt worden ist, hier eingeführt und mit der entsprechenden Deklaration auf den Markt gebracht werden kann, muss es in der EU die entsprechenden Vorschriften erfüllen und in der EU eingeführt worden sein. Das ist die Kette, die respektiert werden muss. Mit anderen Worten: Wir haben hier nur Produkte, die in unseren Nachbarländern akzeptiert sind.

Als Zweites will ich Ihnen sagen: Wir haben eine Gesundheitsgesetzgebung, wir haben eine Lebensmittelgesetzgebung; wir sind nicht verpflichtet, Produkte in den Markt aufzunehmen, die diese Normen nicht erfüllen. Mit anderen Worten: Für uns besteht gar kein Risiko.

Ritter Markus (CE, SG), für die Kommission: Am 17. Dezember 2010 reichte Kollege Jacques Bourgeois die parlamentarische Initiative 10.538, "Bundesgesetz über die technischen Handelshemmnisse. Lebensmittel vom Cassis-de-Dijon-Prinzip ausnehmen", ein. Am 6. Mai 2015 haben Sie der Gesetzesänderung infolge der parlamentarischen Initiative mit 109 zu 65 Stimmen bei 8 Enthaltungen deutlich zugestimmt. Am 17. Juni 2015 ist der Ständerat mit 28 zu 16 Stimmen bei 1 Enthaltung nicht auf die Vorlage eingetreten. Am 30. Juni 2015 hat sich die WAK des Nationalrates im Rahmen der Differenzvereinbarung erneut mit der Gesetzesänderung auseinandergesetzt.

AB 2015 N 1549 / BO 2015 N 1549

Nach eingehender Beratung entschied die vorberatende Kommission mit 15 zu 9 Stimmen und ohne Enthaltung, am Eintreten auf die Vorlage festzuhalten. Die Kommission hat sich bei diesem Entscheid von Fakten leiten lassen und weniger auf Emotionen oder Zeichen geschaut.

Massgebend für diesen erneuten Entscheid der Kommission für Eintreten waren drei Punkte:

1. Die mit der Einführung des Cassis-de-Dijon-Prinzips gesetzten Ziele sind nicht erreicht worden. Von der Mehrheit wurde dies nochmals mit aller Deutlichkeit ins Feld geführt, und das ist auch von einem 93-seitigen Bericht des Seco bestätigt worden. Es ist für die Konsumenten kein Wohlfahrtsgewinn messbar. Ich sage es nochmals: Es ist kein Wohlfahrtsgewinn messbar. Zudem wendet die Nahrungsmittelindustrie das Cassis-de-Dijon-Prinzip bei Lebensmitteln kaum an, da sie einen Imageverlust infolge tieferer Qualitätsstandards befürchtet. Dies ist mit einer Umfrage bei den zuständigen Unternehmen auch belegt worden. Zudem werden von den Konsumenten in der Schweiz Lebensmittel, die nach dem Cassis-de-Dijon-Prinzip hergestellt werden, kaum nachgefragt.

2. Die Wirkung auf unsere Handelsbeziehungen: Zur fehlenden Wirkung des Cassis-de-Dijon-Prinzips bei Lebensmitteln im Inland kommt die fehlende Reziprozität gegenüber dem Ausland hinzu. Wir anerkennen zwar die Vorschriften für Lebensmittel der EU, die EU anerkennt jedoch die Vorschriften für Lebensmittel der Schweiz nicht. Dies ist eine spürbare Handelsbarriere, die unsere Nahrungsmittelindustrie benachteiligt und die wir uns selber auferlegt haben. Diesen Zustand sollten wir im Hinblick auf neue Vertragsverhandlungen rasch beenden. Wenn wir Handelsverträge abschliessen, sollte das Mindeste sein, dass wir uns nicht Nachteile auferlegen; wir sollten Reziprozität aushandeln. Wir sollten verhindern, am Schluss im internationalen Geschäft benachteiligt zu sein.

3. Nochmals zum Thema Lebensmittelsicherheit und Qualität: Hier haben uns die Kantonschemiker mit konkreten Beispielen nochmals sensibilisiert. Ich nenne Ihnen drei Beispiele: Das erste Beispiel betrifft die Ammoniumwerte im Mineralwasser. Nach lettischem Recht übersteigen die Höchstkonzentrationen jene, die ge-



mäss Verordnung des EDI über Fremd- und Inhaltsstoffe in Lebensmitteln festgelegt sind, deutlich. Das zweite Beispiel betrifft den Reis: Gemessene Pestizidrückstände übersteigen die zulässigen Höchstkonzentrationen, gemäss der genannten Verordnung des EDI, sehr deutlich. Beim dritten Beispiel geht es um Mandeln und Pistazien: Hier wurden Gehalte an Aflatoxinen, Rückstände von Pilzgiften, gemessen, die viermal höher waren als das, was die Schweizer Grenzwerte zulassen. Ich frage Sie: Ist das noch gesund? Diese Beispiele stammen allesamt von Lebensmitteln, die aufgrund des Cassis-de-Dijon-Prinzips zugelassen werden mussten. Deshalb befürworten zwei Drittel der Kantone und die Kantonschemiker, dass diese Gesetzesänderung raschestmöglich umgesetzt wird.

Die Kommissionsminderheit führt in erster Linie als Argument ins Feld, dass mit dieser Gesetzesänderung ein vermeintlich negatives Zeichen nach aussen gesandt würde. Ebenfalls wird gesagt, auch wenn das Cassis-de-Dijon-Prinzip bei Lebensmitteln nichts gebracht habe, so habe es doch auch nicht geschadet. Weiter sollen die Konsumenten weiterhin Lebensmittel, die nach dem Cassis-de-Dijon-Prinzip produziert sind, in der Schweiz kaufen können.

Aufgrund der Erfahrungen in der Praxis und der vorliegenden Berichte bittet Sie die Kommission mit 15 zu 9 Stimmen, an Ihren Beschlüssen und damit an der Gesetzesänderung festzuhalten. Weder Verarbeitung noch Handel, noch Konsumenten und Produzenten haben einen Nutzen vom Cassis-de-Dijon-Prinzip bei Lebensmitteln. Die Administration bei Bund und Kantonen ist zudem teuer. Die fehlende Reziprozität bringt uns einen Nachteil im internationalen Handel und keineswegs gleich lange Spiesse.

Ich danke Ihnen für die Unterstützung des Antrages der Kommissionsmehrheit.

Rime Jean-François (V, FR), pour la commission: Les différents intervenants ont eu l'occasion de vous expliquer en détail quels étaient les points positifs ou négatifs de cette initiative parlementaire. Je limiterai donc mon intervention au rappel du déroulement des votes.

Le 20 octobre 2014, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national a décidé, par 15 voix contre 10, d'adopter définitivement le projet d'acte. Notre conseil a suivi cette décision, le 6 mai 2015, par 109 voix contre 65 et 8 abstentions. Le 17 juin 2015, le Conseil des Etats a décidé de ne pas entrer en matière sur le projet, par 28 voix contre 16 et 1 abstention. La commission a décidé, le 30 juin 2015, par 15 voix contre 9, de maintenir sa décision.

Vous avez également entendu les arguments des adversaires, je n'y reviendrai donc pas. Je vous demande de suivre votre commission, c'est-à-dire d'entrer en matière sur le projet.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 10.538/12400)

Für den Antrag der Mehrheit ... 105 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 71 Stimmen

(11 Enthaltungen)